

6.6 Consommation et conditions de vie

Le logement est le premier poste de **dépense de consommation des ménages** dans tous les pays de l'Union européenne (UE), à l'exception de la Lituanie, de Malte et de la Roumanie. En 2014, la **dépense des ménages liée au logement** représente 23,5 % de la **consommation effective** dans les États de l'UE. Cette proportion est la plus élevée en Italie, en République tchèque et en Slovaquie où elle dépasse 25 % ; elle est la plus faible (inférieure à 20 %) à Malte, en Estonie, en Hongrie, en Lituanie, en Slovénie et à Chypre où les loyers (réels et imputés) pèsent faiblement dans les dépenses de consommation des ménages.

Le transport, qui comprend l'achat et l'utilisation de véhicules personnels ainsi que les services de transports, représente, en 2014, 10,2 % de la consommation effective des ménages de l'UE. Avec de faibles taxes sur les véhicules et les carburants, le Luxembourg attire de nombreux frontaliers, ce qui contribue à élever la part apparente des dépenses allouées aux transports (12,0 %).

Le poids de l'alimentation dans la consommation effective des ménages européens est légèrement inférieur à celui des transports (9,7 %). Les fortes disparités au sein de l'UE concernant ce poste reflètent les écarts de niveaux de vie moyens entre pays. Ainsi, l'alimentation tient encore une place conséquente (près de 20 %) dans la consommation effective des ménages dans les États entrés plus récemment dans l'UE. C'est même le premier poste de dépenses en Lituanie et en Roumanie.

La dépense consacrée à la culture, aux loisirs et aux communications représente 8,8 % de la consommation effective dans l'UE en 2014. En Bulgarie ou à Malte, cette proportion est presque deux fois plus élevée qu'au Luxembourg (6,3 %). Malgré une baisse significative du prix des

équipements, ces dépenses sont portées ces dernières années par le dynamisme des nouvelles technologies, avec la généralisation de l'équipement informatique, l'accès internet au domicile et plus récemment l'internet mobile.

La dépense de consommation des ménages dans les hôtels, cafés et restaurants, qui inclut les dépenses des ménages étrangers sur le territoire national, est plus élevée dans les pays plus touristiques du sud de l'Europe. En 2014, elle représente 12,1 % de la consommation effective en Espagne, 12,5 % en Grèce, 15,0 % à Chypre et jusqu'à 15,4 % à Malte.

En 2014, la collectivité (administrations publiques, organisations caritatives, clubs sportifs, syndicats de salariés, partis politiques, etc.) finance 21,1 % de la consommation effective des ménages de l'UE, un quart en France et au Luxembourg, et plus d'un quart en Belgique, aux Pays-Bas et dans les pays scandinaves. Il s'agit de dépenses intervenant principalement dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement (remboursements de sécurité sociale ou allocations logement par exemple) et dans une moindre mesure, de la culture.

Près de 6 Européens sur 10 habitent en maison en 2014, le plus souvent en maison individuelle non mitoyenne. La part des personnes résidant en maison est particulièrement élevée (supérieure à 75 %) aux Pays-Bas, en Belgique, en Croatie, au Royaume-Uni et en Irlande. À l'inverse, en Estonie, en Lettonie et en Espagne, seul un tiers environ de la population habite en maison. En France, la part de personnes vivant en appartement est moins élevée que la moyenne européenne (31,2 % contre 41,7 % en 2014), mais ces personnes résident plus souvent dans des immeubles de plus de dix appartements (65,7 % contre 58,3 %). ■

Définitions

Les **dépenses de consommation des ménages** correspondent aux dépenses réalisées par les ménages dans le pays, qu'ils y soient résidents ou pas. Elles incluent la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement à leur charge, mais excluent la part prise en charge par la collectivité.

Les **dépenses des ménages liées au logement** incluent ici les dépenses relatives au logement et à son équipement (loyers, chauffage, eau, électricité, gaz, entretien courant de l'habitation, meubles, articles de ménage, etc.), y compris les loyers « imputés » (voir *fiche 1.2*).

La **consommation effective** tient compte des dépenses de consommation des ménages, des dépenses de consommation individualisables des administrations publiques et des dépenses de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages (voir *fiche 1.3*).

Pour en savoir plus

- "European social statistics" en ligne sur le site <http://ec.europa.eu/eurostat/fr>
- "Living conditions in Europe", *Statistical books*, Eurostat, édition 2014.

Consommation et conditions de vie 6.6

1. Répartition de la consommation effective des ménages dans l'Union européenne en 2014, en valeur

en %

	Dépense de consommation des ménages ¹						Dépense de consommation des APU et des ISBSLM ²
	Logement ¹	Transports	Alimentation et boissons non alcoolisées	Culture, loisirs, communications	Hôtels, cafés et restaurants	Autres	
Allemagne	24,3	11,1	8,0	9,5	4,1	21,2	21,7
Autriche	22,7	9,6	7,9	9,5	10,1	19,3	21,0
Belgique	22,9	8,5	9,6	8,2	4,5	20,8	25,5
Bulgarie	22,3	13,6	16,5	11,1	6,2	18,6	11,7
Chypre <i>p</i>	19,8	8,5	13,2	10,4	15,0	24,2	8,8
Danemark	24,0	8,0	7,9	8,9	4,1	16,8	30,2
Espagne <i>p</i>	23,2	9,6	10,8	7,8	12,1	19,7	16,8
Estonie	18,5	10,3	16,8	8,7	6,2	21,0	18,5
Finlande	23,8	8,8	9,3	9,6	4,5	17,2	26,8
France <i>p</i>	23,5	9,9	10,0	8,3	5,0	18,5	24,8
Grèce <i>p</i>	21,0	11,7	14,5	7,2	12,5	19,2	13,8
Hongrie	19,2	11,2	14,8	8,7	6,0	21,6	18,5
Irlande	21,7	9,8	7,5	6,9	11,3	20,3	22,5
Italie	25,5	10,0	11,9	7,5	8,2	20,6	16,3
Lettonie	21,9	9,8	17,6	10,4	5,3	21,6	13,4
Lituanie	19,7	13,1	20,2	8,7	2,4	22,8	13,2
Luxembourg	21,9	12,0	7,4	6,3	5,5	22,0	25,0
Malte	14,5	10,3	10,7	11,8	15,4	21,0	16,3
Pays-Bas <i>p</i>	20,5	8,9	8,2	10,0	5,3	17,6	29,5
Pologne	22,7	10,4	14,7	8,7	2,3	26,1	15,1
Portugal <i>p</i>	20,8	10,4	14,6	7,5	9,4	22,4	15,0
République tchèque	25,5	7,9	13,3	9,4	7,0	18,5	18,5
Roumanie <i>p</i>	23,4	10,2	26,4	9,0	2,0	18,9	10,2
Royaume-Uni	24,2	11,2	7,0	9,1	7,5	20,7	20,3
Slovaquie	25,5	6,3	14,5	10,7	4,5	21,3	17,2
Slovénie	19,7	13,4	12,4	9,8	5,8	21,5	17,4
Suède	21,5	8,7	8,6	9,7	4,1	16,1	31,3
UE	23,5	10,2	9,7	8,8	6,5	20,2	21,1

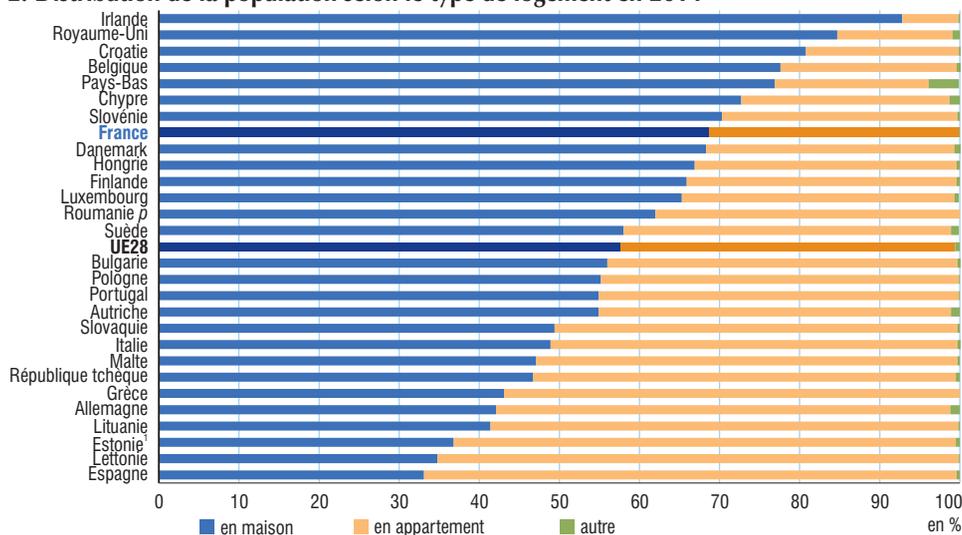
1. Voir Définitions.

2. Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) en biens et services individualisables et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBSLM : organisations caritatives, clubs sportifs, etc.).

Note : les données de la Croatie ne sont pas disponibles.

Source : Eurostat, comptes nationaux (extraction des données en août 2016).

2. Distribution de la population selon le type de logement en 2014



1. Estonie : rupture de série en 2014.

Lecture : en France, 69 % de la population réside en maison en 2014.

Note : les autres types de logement comprennent les bâtiments qui ne sont pas en principe des lieux d'hébergement (écoles, églises, etc.) ainsi que les habitations atypiques telles que les péniches, grottes, cabanes, caves, etc.

Source : Eurostat, EU-SILC (extraction des données en août 2016).